

Lens Mobilisation face à la Trésorerie contre le projet de fermeture de 31 centres des impôts

Le centre des Finances publiques de Lens était fermé jeudi matin de 8 h 30 à 9 h 30. Le personnel s'est réuni aux côtés des syndicats pour protester contre la volonté du gouvernement de supprimer 31 centres des impôts dans la région d'ici à 2022.

Alexandre Cool | 21/03/2019 17h40

Agents et syndicalistes ont manifesté ce matin devant le centre des Finances publiques de Lens



Une trentaine de personnes ont manifesté jeudi matin devant le centre des Finances publiques de Lens. Le personnel est opposé au projet de fermeture de plusieurs centres des impôts, envisagé par le gouvernement d'ici à 2022. Selon Wilfried Glavieux, du syndicat Solidaires Finances publiques, « *les agents du Pas-de-Calais sont mobilisés à plus de 60 % contre la fermeture de ces services* ».

Les centres de Liévin, Vimy ou Bully concernés ?

Le centre de Lens ne serait pas concerné, mais plusieurs centres des impôts seraient supprimés dans l'ensemble du département, comme à Liévin, Vimy ou encore Bully. Au total, il en resterait 11 d'ici trois ans, contre 42 aujourd'hui. Pour Élisabeth Pastuch, de la CGT Finances publiques, ces suppressions encombreraient le centre de Lens. « *Tout le monde va venir ici, les usagers devront faire des kilomètres supplémentaires et attendre plusieurs jours avant d'avoir un rendez-vous* », s'indigne-t-elle, réclamant l'arrêt des fermetures et des suppressions de postes. Puis d'ajouter : « *Dans un an, ce sera une grogne si on ne fait rien* ».

Autre inquiétude, l'absence de personnes physiques pour accueillir les usagers. Les rendez-vous se feront sur le site internet ou par des plateformes téléphoniques. Pour Wilfried Glaviaux, le tout-numérique pénalisera une grande partie de la population. « *Dans le département, tout le monde n'a pas accès à Internet. Certains savent*

l'utiliser, et d'autres non. Les gens veulent être reçus physiquement, ça les rassure et ça permet de bien leur expliquer les démarches à suivre ».

Déshumanisation des services publics ?

Les syndicats et les employés dénoncent de manière globale la déshumanisation des services publics. « *Si on fait ça, on perd le lien social. L'administration ne comprend pas que la population a besoin de parler* », ajoute Wilfried Glavieux, qui explique qu'il n'y a aujourd'hui qu'une seule personne au standard pour répondre aux appels des quelque 150 personnes par jour.

En attendant, Elisabeth Pastuch soutient les actions de mobilisation. « *Une fois que c'est entériné, c'est mort* », pense-t-elle. En 2016, le centre d'Avion a fermé, suivi de celui de Rouvroy en 2017, malgré une forte mobilisation.

D'autres actions sont prévues dans les prochains jours, dont une grève devant Bercy le 28 mars.